

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21724 - 80ÈME ANNÉE

La Section PCR du Port revient sur une mauvaise nouvelle pour les Réunionnais

«L'aide au prix de la bouteille à 15 euros c'est fini : le Département se désengage !»



Le 18 décembre 2024, le budget 2025 du Département était à l'ordre du jour de l'assemblée plénière de la collectivité. La majorité départementale a décidé de ne plus verser aux compagnies pétrolières sa participation à l'aide publique co-financée par la Région. Cette subvention permettait de bloquer à 15 euros le prix de la bouteille de gaz, un produit de première nécessité. Le conseiller départemental PCR Jean-Yves Langenier a défendu l'intérêt de la population, il a interpellé le président du Département au sujet de la suppression de cette aide contre la vie chère.

« Depuis quelques années, à l'initiative de la Région Réunion, le prix de la bouteille de gaz fait l'objet d'une aide co-financée par la Région et le Département et le prix était ainsi maintenu à 15 euros. Cette mesure a été saluée, unanimement et à juste titre, comme un geste en faveur du pouvoir d'achat des

ménages, apprécié surtout des plus pauvres.

À la dernière séance plénière du Département, notre camarade Jean-Yves Langenier, s'adressant au président Cyrille Melchior, s'est étonné que, dans le budget 2025, cette aide ne soit plus inscrite.

La réponse du président, qui soigne dans les médias l'image d'un élu proche de la population et sensible aux difficultés des gens, fut embarrassée. Il finit par reconnaître à demi-mot qu'il a décidé de mettre fin au cofinancement de l'aide avec la Région.

Mauvaise nouvelle de fin d'année pour les ménages de La Réunion qui paieront chaque bouteille de gaz entre 3 et 4 euros de plus à partir du 1er janvier prochain.

Les Réunionnais apprécieront ! »

Section PCR Le Port

« L'aide internationale serait intervenue beaucoup plus rapidement si on n'était pas Français »

Cyclone Chido à Mayotte : « on a tous les désavantages d'être en France »

Paris a-t-il demandé l'aide de l'Union africaine et de l'ONU pour soutenir les sinistrés de Mayotte et la reconstruction des infrastructures et des maisons détruites par Chido ? Jeudi soir, Emmanuel Macron, président de la France, a dit publiquement que si les Mahorais n'étaient pas français, alors ils seraient 10000 fois plus dans la m... Une participante de la marche de solidarité organisée à Saint-Denis a répondu à ses propos paternalistes : « Nous avons tous les avantages d'être Français uniquement sur le papier, avec le rayonnement de la France à l'échelle mondiale. Mais, dans les faits, on a tous les désavantages d'être en France, car l'aide internationale serait intervenue beaucoup plus rapidement si on n'était pas Français. Il faut activer les aides ». Face à la destruction de services donnant l'illusion aux Mahorais qu'ils étaient Français à part entière, beaucoup ne croient plus au rêve vendu par le néocolonialisme français : les candidats à l'émigration vers La Réunion sont plus nombreux chaque jour.

Samedi 21 décembre 2024 à Saint-Denis, une marche de solidarité avec les sinistrés de Chido à Mayotte était organisée. Les propos tenus par Emmanuel Macron, président français jeudi dernier à Mayotte ont fait l'objet de commentaires. Le numéro un français avait déclaré que si les habitants de Mayotte n'avaient pas sa nationalité, alors ils seraient 10 000 fois plus dans la m... Interrogée par Réunion La 1ère, une des participantes à la marche de solidarité a notamment déclaré : « Nous avons tous les avantages d'être Français uniquement sur le papier, avec le rayonnement de la France à l'échelle mondiale. Mais, dans les faits, on a tous les désavantages d'être en France, car l'aide internationale serait intervenue beaucoup plus rapidement si on n'était pas Français. Il faut activer les aides ».

Paris a-t-il demandé l'aide de l'Union africaine et de l'ONU ?

En effet, aussi étonnant que cela puisse paraître devant l'ampleur de la catastrophe à Mayotte, Paris n'a pas immédiatement appelé à l'aide internationale

pour accélérer la reconstruction des services de base. Nul doute que la solidarité internationale aurait permis de remettre sur pied les réseaux d'eau potable, d'électricité, de télécommunication ainsi que la reconstruction d'école grâce à des éléments préfabriqués envoyés par bateau.

Il est vrai que l'aide française est loin de répondre aux attentes. Pendant que le gouvernement des Comores envoyait 250 tonnes d'eau en bouteille, Paris en a adressé à peine la moitié par un « pont maritime » depuis La Réunion, distante de près de 1500 kilomètres à vol d'oiseau.

Pour régler l'urgence, Paris organise des transferts sanitaires depuis Mayotte vers La Réunion et un pont aérien et maritime depuis La Réunion vers Mayotte pour amener moyens humains et matériels. Mais la distance entre les deux îles est importante, bien plus qu'entre Mayotte et ses voisins de l'Union africaine, épargné par Chido sauf le Mozambique qui pleure des dizaines de victimes.

Le cyclone Chido n'a pas seulement détruit les maisons de la classe des plus pauvres. Il a également interrompu les services publics tels que l'eau et l'électricité installés avec l'argent public envoyé par Paris.

Plus d'électricité et files d'attente avec des bidons devant des fontaines

Depuis le maintien de l'administration françaises sur cette partie du territoire des Comores indépendant en 1975, Paris et des sociétés françaises ont beaucoup investi pour que les habitants de Mayotte puissent avoir des services considérés comme de base en Occident : routes goudronnées, aéroport, port en eau profonde, eau du robinet, électricité, écoles, hôpital aux normes européennes, réseau téléphonique mobile. Il s'agissait de répondre à l'attente d'une population à qui on a affirmé qu'ils étaient des Français. En retour, cette population s'attend à vivre comme en France avec l'eau potable qui arrive directement dans plusieurs pièces d'une habitation, la lumière qui s'allume chaque fois que l'on rentre chez soi ou la 4G partout.

Mais le cyclone Chido a balayé tout cela. De ce confort découlant du néocolonialisme français, il n'y



a plus rien pour la majorité de la population. Ainsi, comme dans de nombreux pays du monde, des Mahorais doivent faire la queue pour remplir des bidons d'eau à une fontaine publique. D'autres doivent réapprendre à vivre sans l'électricité et le téléphone en permanence. De plus, la société de consommation importée par le néocolonialisme français est totalement désorganisée : l'aéroport est fermé et les communications entre le port et les autres régions de l'île sont perturbées.

A cela s'ajoute un grave problème sanitaire.

Plus de toilettes et le difficile enterrement de toutes les victimes

Tout d'abord, de nombreux Mahorais doivent déféquer à l'air libre et n'ont que très peu d'eau pour se laver. Les habitants des dizaines de milliers de maisons détruites n'ont plus de toilettes, de douche et d'accès à l'eau courante et il est difficile de croire que l'aide française est capable de régler ce problème en quelques jours.

Ensuite, le nombre des victimes restera indéterminé. Au lendemain du passage du cyclone, le préfet de Mayotte a indiqué que le nombre de morts pourrait être de plusieurs centaines, voire milliers. Or, le bilan

officiel fait état de moins de 50 victimes. C'est une différence énorme. Il n'est pas exclu que de nombreuses dépouilles puissent encore être prisonnières des décombres ou dans la nature.

Tout cela n'est que la réalité, et elle est bien loin du rêve vendu par Paris qui veut faire croire que Mayotte est française et le restera.

Paris a-t-il l'argent nécessaire pour reconstruire ?

Il est en effet clair qu'il est impossible que tous les habitants de Mayotte puissent disposer des services existant dans un pays comme la France. Et eu égard à l'état des finances de la France, il est tout aussi difficile de croire que Paris aura les moyens de reconstruire rapidement Mayotte. Les demandes d'émigration à La Réunion de ressortissants français vivant à Mayotte sont d'ailleurs révélatrices : beaucoup ne croient plus au rêve vendu par le néocolonialisme français dans cette île de l'archipel des Comores.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Lénine noré di : que faire ? Sansa kossa i fé astèr ?

Mézami ni sorte konète in bon vin déssanm in pé partou dann toute La Rényon. In pé partou la mète lo moiyn pou moyéné. In pé partou l'avé la fèrvèr popilèr. An zénéral ni pé dir la mazorité bann rényoné la konsidèr lo vin déssanm konm in fète pou noute péi, in fète pou noute pèp. Myé ksa, ni pé dir ossi partou oussa néna rényoné la fète lo vin déssanm.

Ni pé dir — pa arienk so foi issi — mé so foi issi lé bien vizib, noute péi épi noute pèp la ranporte konm in gran révolission kiltirèl. Ni pé dir noute pèp la gingn noute paryaz dsi la kète pou noute lidantité. I fo dir sa i fé lontan i amenn in konba konmsa é lo promyé dépar lété lo kongré noute parti l'ané 1959. Sé zour-la k'la poz lo bann baz noute lidantité é la dsi la konstrui in pép l'i rokoné ali konm in pép.

Avèk son kiltir, avèk son lang, avèk lo dévlopman la konssyans noute lidantité.

Lé vré sak mi ékri la lé pa touzour in flèv trankil. Lé vré nou na linpréssion défoi i avanss épi dé foi i rokil. Mé dann la diré ni pé dir la avanssé. Konm touzour sa i komanss par in minorité ki pran konssyans mé firamézir sé la majorité i rozoin lo kan lidantité épi la kiltir rényonèz. Lo konba pou la lang épi son bann rézilta lé la pou bien

amontre anou lo shomin nou la fine fé dopi pliss soissantan.

Mé astèr ké lo konba kiltirèl lé fine bien avanssé, konm lo konba sossyal, kansa lo konba politik li ossi va dékolé... Ni atann é ni oi pa arivé. Poitan dann fon noute kèr ni panss nou la bézoin d'in révolission politik mé la plipar rante nou i mète la tête sou la zél kan i anparl sa... Sansa i anparl in révolission ékonomik é i konsidèr sa lé bien nésséssèr mé i évite anparl lo bann moiyn politik nou la bézoin pou gingn trape noute dévlopman.

Koméla néna in formul é sa i rézone bien dann noute tête, é ni panss par la forss dé shoz ni tarde ar pa pou oir ali arivé. Ni vé in plan d'dévlopman fé pou bann rényoné par bann rényoné é pou sa la diskission rante toute fors viv lo pèp rényoné. La lojik mèm épi lo réalism i vé sa mé shakinn i kontinyé ral son koté é sa i pé pa marshé.

Alor, « que faire ? » konm Lénine noré di. A bon antandèr salu !

Justin